

Cher Jean-François Copé,

Mes chers amis,

C'est avec beaucoup plaisir et surtout une grande reconnaissance que je vous retrouve pour ce Conseil National, qui est une étape importante pour renforcer notre mobilisation.

Je veux d'abord que vous sachiez que je mesure le prix de votre fidélité car être un élu, un militant de l'UMP en ce début de siècle, cela tient d'une bataille permanente.

Il faut défendre l'unité nationale sans verser dans la peur du monde; protéger nos concitoyens, nos emplois, nos solidarités sans céder à la démagogie;
il faut vouloir le bien public sans passer sous silence les efforts qu'il exige: c'est là notre épreuve, notre devoir.

Naturellement, d'autres voies plus accommodantes, mais moins dignes, sont possibles.

Il est facile d'être d'extrême gauche lorsque la finance perd le nord.

Il est facile d'être d'extrême droite et d'attiser la peur de l'étranger.

Il est facile d'être socialiste et de courir derrière l'opinion du moment.

Il est, par contraste, difficile de gouverner avec les réalités, et plus difficile encore de gouverner en réformant.

Je viens pourtant devant vous avec la détermination de celui qui sait pourquoi il se bat.

Je me bats pour permettre à la France de résister à une compétition mondiale doublée d'une crise internationale.

Et je me bats pour que l'élan réformiste de 2007 ne soit pas une parenthèse mais le socle d'une transformation durable de la société française.

Nous entrons dans la longueligne droite qui nous mène au rendez-vous démocratique de 2012.

Il faut l'aborder avec sang froid et méthode.

Le sang froid nous commande de faire de l'année 2011 une année utile pour la France, et non une année de fébrilité préélectorale car rien n'est plus délétère que de gouverner avec les sondages dans le rétroviseur et la crainte au coeur.

La méthode, c'est le respect du calendrier et des objectifs fixés par le Président de la République car c'est à Nicolas Sarkozy de décider du chemin à prendre pour clore le quinquennat et mener campagne.

Pour l'UMP et pour le gouvernement, Nicolas Sarkozy a fait ses choix.

Avec Jean François Copé, Hervé Novelli, Marc Philippe Daubresse, et tous les responsables qui les entoureront, il a décidé de renouveler l'équipe dirigeante de notre mouvement.

Cette équipe est déterminée et elle peut compter, Jean-François, sur mon appui le plus résolu.

Le Président a également fait le choix d'assumer la continuité politique.

Le nouveau gouvernement que j'ai l'honneur de conduire, n'est pas là pour réécrire le quinquennat. Il est investi d'une double mission: la première est de prolonger l'œuvre de modernisation engagée en 2007.

La seconde est de sortir de la crise économique.

C'est là notre ligne stratégique et nous n'en dévierons pas.

La politique des réformes va continuer avec, pour priorités, la réforme fiscale, la réforme de la justice, la réforme de la dépendance.

L'hésitation et le scepticisme ne sont pas d'actualité car la bataille pour la croissance est engagée.

En 2010, la croissance de l'économie française sera supérieure à nos prévisions et la cible de 2% en 2011 est clairement à notre portée.

Mais il nous faut encore accentuer nos efforts. Il nous faut encore renforcer notre compétitivité économique et scientifique.

La réforme de la taxe professionnelle, les investissements d'avenir, le crédit impôt recherche -qu'il ne faut pas revoir à la baisse !- vont réduire notre déficit de compétitivité, que nous avons accumulé au regard de nos voisins allemands.

Permettez-moi un instant d'illustrer cette nécessité de la continuité de l'action gouvernementale à travers cet exemple du Crédit impôt recherche. En 2007, avec le Président de la République et la majorité au Parlement, nous décidons de voter, comme nous nous y étions engagés, une mesure avantageuse pour soutenir les entreprises françaises qui s'engagent dans un effort réel de recherche, alors même que nous sommes l'un des pays d'Europe où la recherche privée est la plus faible.

Après deux ans de mise en œuvre de ce crédit impôt recherche, partout où l'on va dans les entreprises, la première chose que l'on nous dit, c'est : bravo ! Vous avez pris une bonne mesure, enfin une mesure simple, enfin une mesure qui profite à l'ensemble des entreprises qui font un effort de recherche. Et l'on nous dit que nous sommes désormais le meilleur pays de l'OCDE en matière de soutien à la recherche privée. Eh bien, au lieu de se satisfaire pour une fois de ce bon résultat, et en se disant que les entreprises qui investissent dans la recherche, c'est-à-dire des entreprises qui vont embaucher des chercheurs avec des salaires élevés, pour longtemps, ont besoin d'une visibilité dans la mise en œuvre des politiques fiscales, eh bien nous, nous cherchons comment l'on pourrait réduire l'avantage que l'on vient de mettre en œuvre, comment on pourrait mettre en place des règles soi-disant pour éviter les abus, mais qui en réalité n'auraient d'autre objectif que de compliquer la vie des entreprises. Oui, mes chers amis, il y a des domaines dans lesquels on a besoin de stabilité, on a besoin de continuité, on a besoin de courage. Et cet exemple du soutien à la recherche des entreprises est un exemple qui illustre la voie que nous devons suivre.

Nous devons nous libérer des déficits pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau aussi bas que possible et pour retrouver des marges de manœuvre.

Notre trajectoire est fixée.

Notre déficit devra être divisé par deux d'ici 2013 pour que la dette publique accumulée depuis trente ans commence à décroître.

Cette trajectoire exige une résolution sans faille, et j'invite chacun à ne pas s'en écarter.

Il faut continuer de rénover notre héritage social.

Nous lancerons une concertation nationale sur la protection sociale. Nous ne devons pas laisser dériver les comptes de l'assurance maladie par démagogie.

Il faut accélérer le mouvement de baisse du chômage qui est enclenché avec 75.000 emplois qui ont été créés cette année.

Le renforcement de l'apprentissage, de l'alternance, la fusion du contrat de transition professionnelle et de la convention de reclassement personnalisée nous en donneront les moyens.

Enfin, il faut trouver, avec notre principal partenaire européen, l'Allemagne, la force d'entraîner l'Europe et de construire une gouvernance économique de la zone euro.

Le Conseil européen d'octobre est parvenu à un accord sur le renforcement de cette gouvernance.

Le conseil des ministres franco allemand de Fribourg, hier, en a réaffirmé avec force les trois principes :

L'Europe ne laissera pas les spéculateurs détruire 50 années d'efforts.

L'euro ne sera pas brisé car personne, ni les Etats ni les marchés, n'a intérêt à démembrer l'union monétaire.

La discipline budgétaire de chacun d'entre-nous n'est pas négociable.

Mes chers amis,

Pour faire tout cela, nous devons être plus soudés que jamais.

Les intérêts individuels doivent s'effacer devant l'intérêt général de notre mouvement et les nécessités nationales.

Cela ne signifie pas qu'il faille étouffer vos énergies, vos propositions, vos convictions. L'UMP doit être vivante, conquérante.

Confrontez vos analyses, débattiez, proposez, agissez, mais ne rompez jamais le fil qui nous rassemble !

Chacun d'entre-nous est porteur d'un héritage qui a son histoire, sa dignité, son utilité.

Gaullistes, centristes, libéraux, radicaux, nous sommes tous les descendants de ces courants de pensée qui ont eu leurs heures de gloire, mais aussi – je vous demande de ne pas l'oublier! – leurs jours de défaite.

Les divisions d'hier nous ont épuisés, meurtris, éloignés de nos électeurs qui n'en pouvaient plus des déchirements de la droite et du centre.

C'est ce qui nous a conduits à créer ensemble l'Union pour un Mouvement Populaire.

Nous l'avons fait par efficacité électorale.

Nous l'avons fait aussi surtout parce que les étiquettes du passé ne correspondaient plus aux défis contemporains et parce qu'elles ne traduisaient plus ce que nous étions tous devenus : un alliage de toutes les sensibilités qui autrefois nous distinguaient.

Assumons comme une richesse, et non comme un reniement, le fait d'être inspiré, selon les sujets et les exigences du temps, par le volontarisme gaullien, la démocratie libérale, la République radicale.

Concilier l'efficacité économique et le progrès social, conjuguer la croissance et le développement durable, allier l'autorité de l'Etat à la responsabilité individuelle, additionner l'identité de la France à l'identité européenne, placer le réalisme au service de l'humanisme, c'est cette synthèse politique qui fait notre vigueur, notre originalité, notre pragmatisme !

Comme vous tous, je suis fier de mes engagements passés, mais je me reconnais aujourd'hui dans chacun de vos combats !

Je n'ai de rivalités avec aucun d'entre-vous et ne suis l'interprète d'aucun clan : voilà pourquoi je serai toujours au service de cette synthèse politique.

Chacun doit privilégier le rassemblement. Et chacun doit descendre de son piédestal pour redevenir un militant parmi les militants.

Les blogs, les plateaux de télévision, les enquêtes d'opinion ne remplaceront jamais la force du militantisme.

Cette force qui se déploie sur les marchés, dans les quartiers, sur les lieux de travail, dans les salles de meeting, cette force qui va au devant des électeurs et qui écoute, qui s'explique, qui convainc, cette force qui partage sa foi en la France est plus vitale que jamais.

Quand les enjeux touchent au fondement même de l'existence nationale, la réponse ne peut pas venir d'un groupe d'experts, d'une élite, ni même d'une classe politique aussi décidée soit elle.

C'est l'énergie du peuple qui compte.

Votre rôle est d'être à ses côtés, militants parmi les militants, citoyens parmi les citoyens.

Cette proximité ne s'écrit nulle part, ne s'enseigne dans aucun cycle de science politique, elle se vit, se travaille, se conquiert sans cesse.

Après des Français, nous devons faire preuve de résolution et d'humilité.

De résolution car nous n'avons pas à regretter de tirer la France vers le haut. D'humilité car il faut réfuter l'idée que le pouvoir serait une mécanique omnisciente et implacable.

Soyons à l'écoute, soyons lucides sur les frustrations nourries par la crise, lucides et donc francs à l'égard des imprévus, des obstacles, des revers que nous avons rencontrés.

Je crois que la franchise est au cœur de la confiance.

Elle est aussi au cœur de la durée politique car la maîtrise du temps ne va pas sans capacité d'autocritique ni ajustement de l'action.

Unis, résolus, lucides: c'est ainsi que je conçois notre responsabilité. Et c'est comme cela que je vous propose de contrer l'opposition.

Au parti socialiste, les candidats à la candidature se disputent la rose à grands coups de sécateurs.

La société du «care», cette société charitable que la première secrétaire appelait de ses vœux, est mal partie.

Loin de cette empoignade, l'UMP doit opposer une image de solidité et doit être ferme sur le fond.

Et le fond, c'est la contradiction flagrante entre un monde qui change à toute allure et un parti socialiste impuissant à adapter sa grille idéologique.

La gauche continue de parler de la France comme si les trente glorieuses étaient encore là; comme si l'Etat pouvait encore tout; comme s'il y avait des trésors cachés que l'on pouvait débusquer pour nous épargner tout effort et toute réforme difficile; comme si la Chine, le Brésil, l'Inde n'étaient pas entrés dans la bataille économique.

La réforme des retraites aura finalement été un révélateur de l'état de l'opposition.

Révélateur de son manque de courage. Révélateur de ses ambiguïtés idéologiques.

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, il est inquiétant de constater qu'une partie des socialistes s'affichent avec les responsables de l'extrême gauche et qu'une autre partie en appelle aux mânes du directeur général du FMI.

Ce grand écart est la marque d'une incapacité à trancher les grandes questions de notre temps avec détermination et clarté.

La question n'est pas de savoir qui sera le candidat du parti socialiste mais de savoir quel sera son projet ?

J'ai pris connaissance des textes qui circulent.

Je n'ai vu aucune analyse sérieuse de l'évolution de l'économie mondiale, aucune prise en compte de l'essor des pays émergents, mais surtout aucune conséquence n'est tirée de ces grandes mutations.

La maîtrise des dépenses et la dette publique, le renforcement de la compétitivité, les difficultés de l'Etat providence... tout ceci est passé sous silence !

Les propositions et les promesses s'enchaînent, mais rien n'est hiérarchisé, rien n'est chiffré.

Même chose, en pire, avec le texte sur l'«égalité réelle».

Les vannes de la dépense publique sont grandes ouvertes ! Et les sources d'économie sont aussi imprécises que discutables.

Taxer le capital ?

A aucun moment les socialistes ne s'interrogent sur le risque de voir les investisseurs et les usines fuir la France pour des destinations moins étouffantes.

Fusionner l'impôt sur le revenu et la CSG ?

Fort bien, mais à aucun moment il n'est dit que les classes moyennes feraient principalement les frais de ce couplage.

Supprimer les allègements de charges des entreprises qui furent instaurés pour alléger le surcoût des 35 heures ?

Formule alléchante, mais dont la conséquence immédiate est totalement éludée : ce serait l'augmentation du coût du travail, et donc l'augmentation mécanique du chômage.

En prenant connaissance du texte sur «l'égalité réelle», l'entourage de François Hollande, aurait, paraît-il, évoqué la *"hotte du père Noël"*.

Si un tel projet devait être mis en œuvre, je ne laisse pas un mois à la France pour être soumise à une hausse de ses taux d'intérêts, deux mois pour être la cible des marchés, trois mois pour enterrer toutes les promesses électorales du Parti socialiste.

Les réalistes du parti socialiste le savent mais ils n'osent pas compromettre ce qu'ils croient être leurs chances de succès en mettant le holà aux engagements inconsidérés.

On rejoint là, mes chers amis, une question centrale de notre vie politique : peut-on défendre la solidarité et la justice sociale sans démagogie ?

Peut-on gagner le cœur des Français sans sombrer dans le toujours plus, pour tous et à n'importe quel prix ?

Peut-on, en un mot, incarner la justice, la vérité et la réforme ?

Je le crois profondément.

J'affirme qu'avec notre projet sur les retraites nous avons contribué à sauver notre système par répartition tandis que ses fossoyeurs étaient à gauche.

J'affirme qu'en réduisant nos déficits nous levons l'injustice qui pèse au dessus de chaque berceau, et ceux qui multiplient les promesses trompent les classes moyennes et populaires car un jour ou l'autre la facture tombe.

J'affirme que nous avons fait bien davantage que la gauche pour encadrer les retraites chapeaux et taxer les stocks options.

J'affirme que nous avons fait beaucoup plus qu'elle pour lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux.

J'affirme que l'exonération des heures supplémentaires, qui concerne principalement les ouvriers et les employés, est plus juste que la réduction du temps de travail et le gel des salaires qui s'en est suivi.

J'affirme qu'avec la loi du 20 août 2008, relative à la rénovation de la représentativité syndicale, nous avons plus fait pour notre démocratie sociale que tous les cortèges réunis.

J'affirme qu'avec le plan de rénovation urbaine et les 120.000 logements sociaux en 2009, contre 50.000 du temps de Lionel Jospin, le gouvernement et la majorité ont plus de bonnes raisons de se rendre dans les quartiers que mesdames Aubry et Royal.

J'affirme que la revalorisation du minimum vieillesse de 25% nous donne le droit de parler de solidarité sans détourner les yeux.

J'affirme que tout au long de la récession, nous avons épaulé nos concitoyens les plus modestes.

Leur pouvoir d'achat n'a pas flanché, et j'invite nos détracteurs à observer ce qui se passe chez plusieurs de nos partenaires européens.

La suppression ou la réduction de l'impôt sur le revenu pour les deux premières tranches, la prime de solidarité, l'augmentation de l'indemnisation du chômage partiel ont permis aux classes moyennes et populaires de résister à la crise.

Disant cela, je n'ignore pas les difficultés rencontrées par nos compatriotes, je n'ai pas besoin de l'opposition pour savoir que dans bien des familles on se serre la ceinture. Mais je refuse de voir mon gouvernement et l'UMP accusés d'avoir délaissé les Français dans l'épreuve.

Je ne laisserai pas la gauche draper son conservatisme dans l'étendard de la justice sociale !

La solidarité, la justice, la République sociale : c'est notre combat, c'est celui du Président de la République, et aucun d'entre-nous ne doit céder aux intimidations de ceux qui défendent les acquis en oubliant de défendre le progrès social.

Notre horizon n'est pas borné par les échéances électorales.

Notre horizon c'est la France.

Au delà des réformes que nous engageons notre mouvement doit déjà ouvrir les quatre grands débats dont dépend l'avenir de notre nation :

Comment parcourir les ultimes étapes de la mise en œuvre d'une véritable flexsécurité qui corrige les soubresauts d'une économie mondialisée, comme l'ont fait les pays d'Europe du nord, et permet d'utiliser à plein les ressources de la formation permanente pour protéger les salariés tout en garantissant notre compétitivité ?

Comment assurer à tous les jeunes français le meilleur niveau d'éducation ?

Comment consolider la famille qui reste, sous des formes qui évoluent, une structure essentielle pour l'épanouissement de la personne et sa protection contre toutes les violences de la société ?

Comment parvenir à l'assimilation des immigrés accueillis légalement sur notre territoire ? Il en va là de l'existence même de notre pacte républicain !

Comment faire progresser l'Europe politique qui est la seule réponse crédible aux défis d'une mondialisation qui n'est rien d'autre que ce mouvement perpétuel de l'Histoire qui fait émerger de nouvelles puissances au détriment des anciennes ?

Mes chers amis,

Je sais que la rude confrontation aux réalités de terrain vous semble parfois éloignée des grands enjeux de notre temps.

Et pourtant l'avenir de notre nation se noue dans chacun de nos choix et dans l'addition de toutes les volontés.

Vous n'êtes pas des militants isolés et impuissants.

Vous avez avec vous tous ces Français si souvent sceptiques par excès de raison, si souvent contestataires par esprit d'indépendance, mais qui, dans leur for intérieur, savent qu'il n'y aurait pas de pire choix que de laisser la France partir à vau l'eau.

Ces Français, ne cherchez pas à les flatter, cherchez leur estime.

Ne cherchez pas à les enjôler, cherchez en eux le sens de l'intérêt général.

Ne cherchez pas à les endormir, cherchez en eux cette fierté et cet orgueil qui ont toujours permis à notre peuple de se dépasser.

A 18 mois des échéances nationales, à quelques mois des cantonales et des sénatoriales, sachez que je ne vous ménagerai pas mon appui.

Le projet que je vous propose c'est de gagner !

Gagner en allant au bout de nos engagements de 2007.

Gagner définitivement la bataille de la réforme.

Gagner pour que la France soit toujours en possession de son destin.

Partout où nos couleurs seront en jeu, je m'engagerai à vos côtés.

Partout où la gauche se pensera en terrain conquis, je m'engagerai.

Partout où l'élan de la réforme sera bloqué, je m'engagerai.

Partout où l'avenir de la France se jouera, je serai encore et toujours avec vous.